

<https://www.fenvac.com/L-AIRAP-pour-une-meilleure>



L'AIRAP : pour une meilleure prévention des avalanches

- Actualités des associations membres -

Publication date: mercredi 28 janvier 2009

Copyright © FENVAC - Tous droits réservés

L'AIRAP, Association pour l'Information sur les Risques d'Avalanches et leur Prévention, a été créée par les parents de trois jeunes, décédés dans [l'avalanche de Montroc](#) sur Argentière (commune de Chamonix-Mont Blanc), le 9 février 1999 et ayant provoqué la mort de 12 personnes.

C'est en 2005 que la décision de créer cette association a été prise, dans le désir que ne se reproduisent plus les conditions qui ont débouché sur ce drame : cartes incomplètes, inutilisées de surcroît par ceux qui avaient l'obligation de les consulter pendant les épisodes neigeux intenses, mauvaise qualité ou absence de gestion de la période de crise. [Ces défaillances multiples sont apparues lors du procès du Maire de Chamonix.](#)

L'association est membre de la FENVAC.

Un triple objectif

L'Association, tournée vers l'avenir, pour éviter que d'autres drames du type Montroc 1999 (commune de Chamonix-12 morts) et Val d'Isère 1970 (39 morts) ne se reproduisent, poursuit trois objectifs clairement identifiés :

1°- veiller à ce qu'une cartographie plus fiable soit établie, les cartes du CEMAGREF et du RTM, organismes d'Etat, ayant montré leurs graves insuffisances dans leurs publications précédentes. C'est à cause de ces cartes que l'avalanche de Montroc avait officiellement disparu depuis des décennies, avec toutes les conséquences que l'on sait (permis de construire délivrés, aucune instruction d'alerte, etc...)

2°- faire en sorte qu'à partir de ces cartes, les propriétaires ou occupants concernés soient informés de la dangerosité réelle du secteur dans lequel ils se trouvent

3°- veiller à ce que soient mises en place, dans ces secteurs, des méthodes cohérentes d'alerte et éventuellement d'évacuation en cas d'épisodes nivo-météorologiques intenses

Nos interlocuteurs

Dans ce cadre, les interlocuteurs avec lesquels l'AIRAP a cherché et cherchera toujours à collaborer, sont, d'une manière générale, les services publics :

-les Ministères, MEEDDAT (Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire) et de l'Intérieur, responsables directs des Directions, et services dont ils ont la charge (Ministres et leurs conseillers techniques)

-la DPPR, Direction de la prévention contre la pollution et les risques

-la DPRM, Sous-direction de la DPPR, chargée de la prévention contre les risques majeurs

-le CEMAGREF-Division ETNA, Unité de recherche érosion torrentielle, neige et avalanches du Centre de recherche pour l'ingénierie de l'agriculture et de l'environnement.

-le RTM, Service de Restauration de terrains en montagne

-la DDE 74, Direction départementale de l'équipement de Haute-Savoie

-le Préfet de Haute-Savoie

-le Maire de Chamonix

-la Commission de sécurité de Chamonix

Les résultats à ce jour.

Après près de 3 années de tentatives pour faire bouger les choses dans le sens de ses objectifs "citoyens", l'AIRAP a une conscience forte de la manière dont s'organise une certaine irresponsabilité et l'absence de décision au sein de ces différentes entités. Elle est décidée à poursuivre ses actions par tous les moyens à sa disposition, comptant notamment sur l'aide de tous ceux, y compris au sein de ces services de l'Etat, qui ont su percevoir que la vie des personnes n'a pas de prix et qu'il convient d'agir pour la préserver.

Lorsque les moyens à mettre en oeuvre sont simples, et à coût quasiment nul, on comprend mal le pourquoi de l'inertie, de l'irresponsabilité, de l'absence de décisions qui semblent se manifester chez la plupart des parties prenantes de ce dossier. Ces interlocuteurs ont pourtant tout ou part de responsabilité pour un traitement efficace de la problématique "avalanches".

Mais l'histoire du sang contaminé, assez récente pour être demeurée très présente dans beaucoup d'esprits, illustre que dans ce genre de domaines, les positions ont toujours du mal à évoluer : "ils savaient et ils n'ont rien fait".

Dans cette problématique, dans l'hypothèse d'un nouveau drame du type Montroc ou Val d'Isère, ce serait alors : "ils savaient, ils avaient été avertis précisément, et ils n'ont rien fait".

A ce stade, l'AIRAP ne peut envisager que les choses demeurent en l'état. Elle sait, l'a fait savoir, cherche à faire faire..... suite de l'histoire en cours d'écriture.

Textes extraits du [site internet de l'association](#)